



**Université Internationale
de Casablanca**

UNIVERSITÉ RECONNUE PAR L'ÉTAT

Filière : Commerce international – Semestre 3

Cours : Droit des affaires

**Présenté par:
Pr. Samia LOUADI**

Casablanca, le 09 octobre 2018

PLAN DE LA PRÉSENTATION

I. PRÉSENTATION DE LA MATIÈRE

A- CRITÈRES POSSIBLE S DE DÉFINITION

B- INTÉRÊT DE LA MATIÈRE

C- RAPPORT AVEC LES AUTRES DISCIPLINES

II. PLAN DU COURS

III. THEMES DE RECHERCHE

PLAN DE LA PRÉSENTATION DE LA PROCHAINE SÉANCE

- I. Les sources du droit des affaires
- II. Le contentieux du droit des affaires
 - 1. Les tribunaux de commerce
 - 2. L'arbitrage commercial

RECALL



Droit privé

- L'ensemble des règles de droit qui sont applicables dans les rapports des particuliers encore appelés personnes privées, ce qui correspond non seulement aux individus, mais également aux personnes dites morales

Droit public

- L'ensemble des règles de droit qui non seulement organisent les pouvoirs publics mais également applicables aux rapports entre les pouvoirs publics et les personnes privées

Droit

des

Affaires



Les règles
obligatoires
destinées à régir
la vie en société



Les relations
économiques mettant en
cause des personnes
privées et des Etats. le
droit appelé à
réglementer les affaires
encadre l'entreprise dans
sa globalité englobant et
prolongeant le droit
réglementant le
commerce qui encadre
uniquement le
commerçant.

ESSAI DE DÉFINITION DU DROIT DES AFFAIRES

C'est un ensemble de règles ayant pour objet les rapports de droit touchant la production, la distribution et les services exercées par des commerçants ou autres professionnels

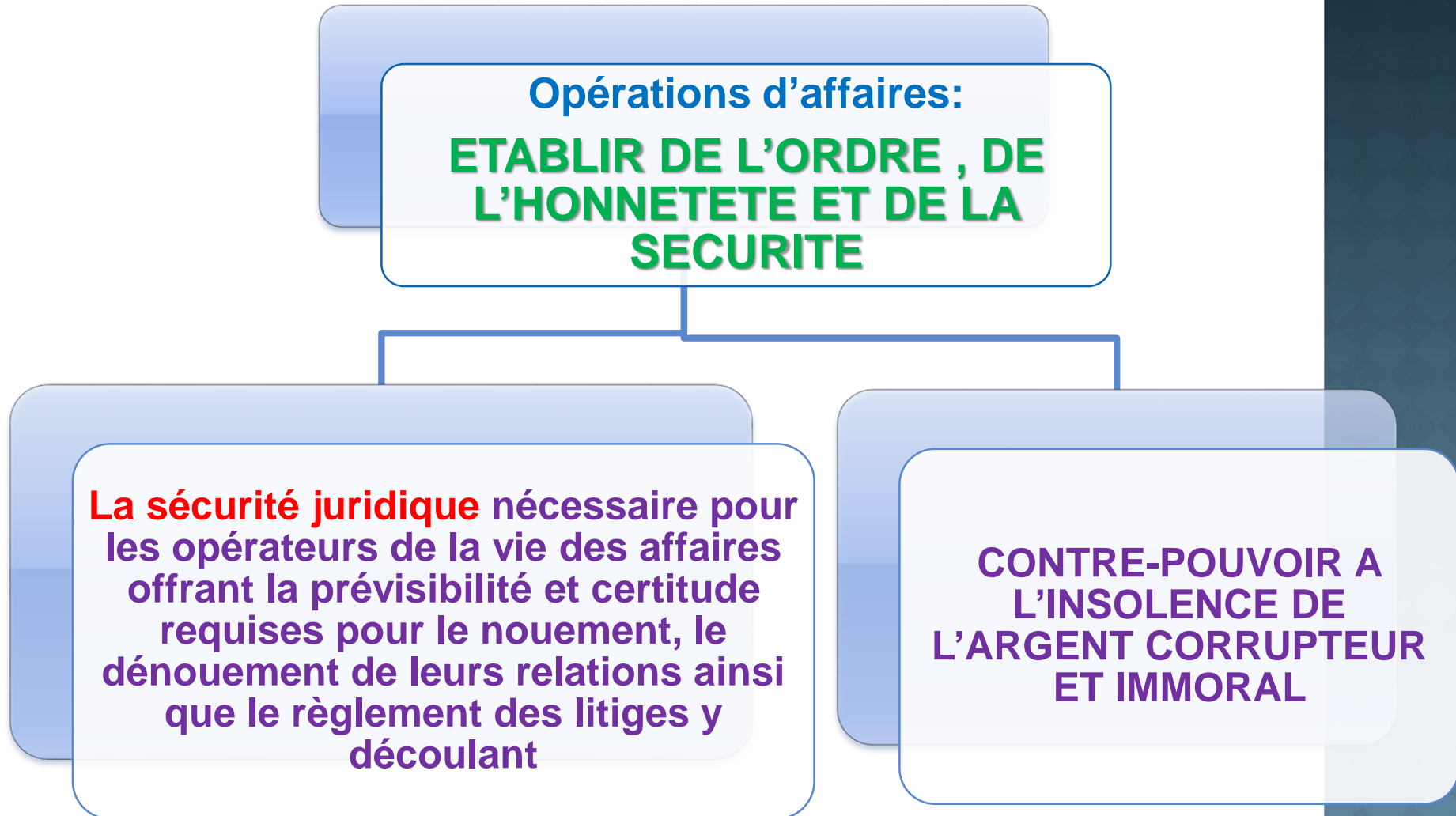
Le droit des affaires (langue juridique moderne) ou encore le **droit des activités économiques**, ne constitue pas **en tant que telle une branche du droit** et relève **tant du droit privé que du droit public**, et pour le droit privé, tant **du droit commercial que de branches spécialisées du droit civil** ainsi que le droit civil.

DEFINITION DU DROIT DES AFFAIRES: DOMAINE

- ❖ Droit commercial
- ❖ Droit des entreprises et sociétés
- ❖ Droit des assurances
- ❖ Droit boursier
- ❖ Droit de la concurrence
- ❖ Droit de la consommation
- ❖ Droit du travail
- ❖ Droit financier
- ❖ Droit des marchés publics
- ❖ Droit de l'informatique
- ❖ Droit fiscal
- ❖ Droit de la propriété intellectuelle

PRESCRIPTION:
ENTRE DROIT CIVIL ET DROIT
COMMERCIAL

INTÉRÊT DU DROIT DES AFFAIRES : BESOINS DE L'ENTREPRISE



Commerce des
marchands

L'économie
suit le juridique

Développements
des industries.
Le droit suit les
évolutions de la
société.

INTERET SOCIAL

ÉVOLUTION DANS UN CONTEXTE DE MONDIALISATION (2)

- Mobilité de toutes les activités des biens et services, mobilité des activités productives, mobilité des capitaux, mobilité des technologies et mobilité des hommes favorisé par les technologies modernes de transports et de communications

- - Une recherche d'une cohérence juridique accompagnant les phénomènes économique

La compréhension des différentes implications juridiques et économiques devient fondamentale

- Si l'histoire générale relève tous les événements qui se sont succédés et qui ont marqué telle ou telle civilisation. L'idéologie libérale prend sa source dans la pensée économique des temps modernes

LE DROIT COMMERCIAL ET LE DROIT CIVIL

RAPPORT

Le droit civil constitue le droit commun, le droit commercial comprend les règles particulières établies dans l'intérêt du commerce.

L'on peut dire que le droit commercial constitue la branche spéciale par rapport au droit civil qui serait le général.

Malgré l'autonomie du droit commercial par rapport au droit civil, les deux matières demeurent interdépendantes.

Il est nécessaire de se référer aux principes généraux du droit civil et particulièrement le Dahir des obligations et contrats, pour comprendre le droit commercial.

Le droit commercial peut absorber des règles du droit civil.

LES PARTICULARITES DE LA MATIERE

Formalisme du droit commercial

Il est en effet très utile pour assurer la sécurité du crédit dans les opérations commerciales.

Le crédit constitue le noyau de toutes les relations commerciales. Il doit être entouré d'un formalisme plus rigoureux que celui exigé par le droit civil. C'est ce qui explique le formalisme des institutions du droit commercial : celui des effets de commerce, de la vente et du nantissement du fonds de commerce, le formalisme rigoureux pour la constitution des sociétés commerciales, etc.

Souplesse du droit commercial

La rapidité que nécessite la réalisation des opérations commerciales. Ainsi, et contrairement aux règles rigides du droit civil, en droit commercial on admet le principe de la liberté de la preuve entre les commerçants (Art. 334 du CC).


C'est ce qui permet à ces derniers de conclure leurs contrats par les moyens les plus rapides (téléphone, fax ou même verbalement), contrairement au formalisme des écritures qu'exige le droit civil.

L'ENTREPRISE ET LE DROIT DES AFFAIRES

Les activités commerciales sont toutes gouvernées par une idée d'entreprendre.



La notion entreprise est une notion essentiellement économique



Le droit connaît la société.



L'entreprise est entourée juridiquement par des notions telle que le commerçant, personne physique ou d'un groupement, notamment la société, la propriété ou encore le contrat.

LE DROIT COMMERCIAL ET LE DROIT DES AFFAIRES

RAPPORT

Le droit appelé à réglementer les affaires

encadre l'entreprise dans sa globalité englobant et prolongeant le droit réglementant le commerce qui encadre uniquement le commerçant. Ceci étant dit, les deux branches se complètent et s'ordonnent mais ne se confondent pas le droit commercial étant un sous-ensemble du droit des affaires applicables aux commerçants.

« L'expression « droit des affaires »

est de plus en plus souvent utilisée à la place de l'expression « droit commercial ». Mais c'est bien de commerce dont il s'agit dans la mesure où les activités économiques sont avant tout relatives aux échanges et aux mouvements de biens et de services de nature à favoriser la création de richesses et l'utilité privée et publique».

SEMESTRE

Partie I : Les structures commerciales

Chapitre I : Les
personnes
privées

Chapitre II :
Les
groupements
d'affaires :

Parties II : Les biens de l'entreprise

Le fonds
de
commerce

Les
opérations
portant
sur le
fonds de
commerce

Partie III: L'entreprise et les techniques juridiques d'engagement

Les contrats

Les effets
de
commerce

Les
comptes
bancaires

Partie IV : La concurrence et l'entreprise

Le principe de
la libre
concurrence
et ses limites

Concurrence
déloyale

L'équilibre
de la
concurrence
: la position
dominante

Partie V : Droit financier

L'organisatio
n des
marchés
financiers

Les
instruments
financiers

Les
opérations
de marché

PREMIERE PARTIE DU COURS

Les structures commerciales

Chapitre I : Les personnes privées

Section I : La qualité de commerçant : L'exercice de l'activité commerciale

Section II : Les actes de commerce

Section III : Les obligations du commerçant

Chapitre II : Les groupements d'affaires :

Section I : Les règles communes à toutes les formes sociétaires

Section II : Les différentes formes de société

Sous-section I : les sociétés de droit privé

La société civile , La société en nom collectif

La société anonyme , la société à responsabilité limitée , la société en participation

Les groupements d'intérêt économique et les restructurations de l'entreprise

Sous-section II : les sociétés de droit public : Société d'économie mixte , Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC)

DEUXIEME PARTIE DU COURS:

LES BIENS DE L'ENTREPRISE

Le fonds de commerce

Chapitre I : Assiette du fonds de commerce

- Section I : les éléments corporels
- Section II : les éléments incorporels
 - Sous- section I: La clientèle
 - Sous- section II: Le nom commercial
 - Sous- section III: L'enseigne
 - Sous- section IV: Les licences
 - Sous- section V: Le bail commercial
 - Sous- section VI: La propriété industrielle
 - Brevets d'invention
 - Dessins et modèles
 - Marque

Chapitre II : Les opérations portant sur le fonds de commerce

- Section I : La vente du fonds de commerce
- Section II : Le nantissement du fonds de commerce
- Section III : La location gérance
- Section IV : L'apport en société d'un fonds de commerce

TROISIÈME PARTIE DU COURS:

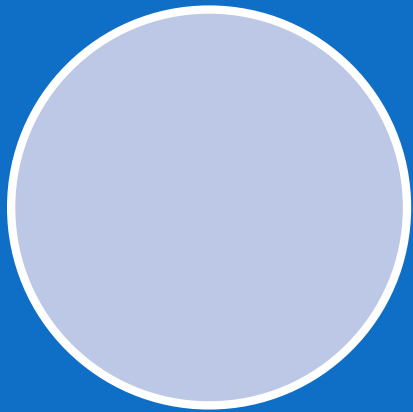
L'entreprise et les techniques juridiques d'engagement

Les
contrats

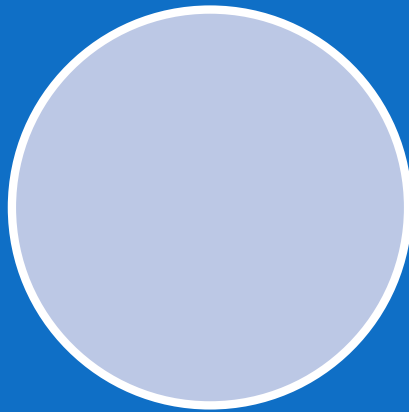
Les effets
de
commerce

Les
comptes
bancaire
s

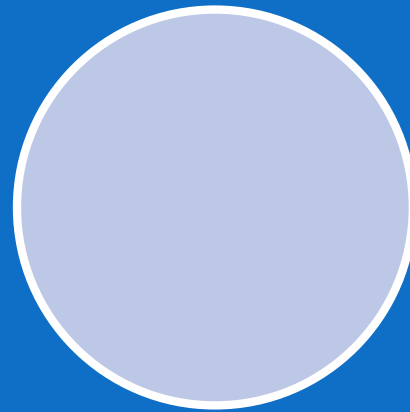
LA CONCURRENCE ET L'ENTREPRISE



Chapitre I : Le
principe de la
libre
concurrence et
ses limites



Chapitre II :
Concurrence
déloyale



Chapitre III :
L'équilibre de la
concurrence : la
position
dominante



CINQUIEME PARTIE DU COURS:

DROIT FINANCIER

Chapitre I : L'organisation des marchés financiers

Section I : notion
du marché
financier

Section II : les
régulateurs du
marché financier
marocain

Section III : les
acteurs du
marché financier

Chapitre II : les instruments financiers

Section I : Notion
d'instruments
financiers

Section II : les
titres financiers

Section III : les
contrats financiers

Chapitre III : les opérations de marché

Section I : les
opérations de
marché

Section II : les
offres publiques

THÈMES DE RECHERCHE



Les éléments du
fonds de
commerce



Contrats
portant sur le
fonds de
commerce



La
concurrence
déloyale



Titres
financiers



Les actes de
commerce



Restructurations de
l'entreprise



Organes de la S.A..



Organisation de la
S.A.R.L.

Merci pour votre attention

Des questions?



Adresse e-mail:
samia.louadi@ext.uic.ac.ma